

MOUSCRON

Le DAL entre en « campagne »

Le collectif Droit Au Logement Mouscron-Estaimpuis-Pecq se prépare aussi aux élections

Les collectifs DAL (Droit Au Logement) se préparent aux élections régionales prochaines. Ces collectifs qui se penchent sur les diverses problématiques du logement lance leur « campagne ». Au terme de divers débats, conférences et rencontres, ils interpellent les politiques.

Le 21 février prochain, les collectifs DAL de Mouscron et Tournai ainsi que le Collectif Logement Ath Citoyen (CLAC) lancent une campagne pour « susciter une réelle amélioration de la politique du logement en Wallonie picarde. »

Ces collectifs sont composés d'associations et de citoyens qui réfléchissent à la question du droit au logement. Ils relèvent les problèmes qui existent en matière de logement dans leur commune et en font part aux politiques, en les rencontrant ou en menant des actions sur le terrain. Ressortent de leurs réflexions des revendications.

Le DAL Mouscron a ainsi relevé plusieurs priorités pour la commune. « Nous souhaitons mettre en place un dialogue et une participation citoyenne sur le logement, via une commission consultative du logement, comme il en existe à Tournai », explique Michele Di Nanno, porte-parole du DAL Mouscron-Estaimpuis-Pecq. Sur cette première revendication, le DAL se dit satisfait, « les portes s'ouvrent dans le cadre du Plan de cohésion

social. »

Deuxième grande revendication, la régulation des loyers dans le secteur privé. « Certains nous traitent d'utopistes à ce sujet. Mais nous pensons que les autorités doivent avoir le pouvoir d'intervenir. Cela a bien été fait dans d'autres pays ainsi qu'au niveau des logements publics. » Pour le DAL, une objectivation des loyers pourrait faire pression sur les prix.

La lutte contre la discrimination au logement fait également partie des revendications du DAL. « De plus en plus souvent, on ne veut pas louer de logement aux personnes qui émargent au CPAS ou qui sont sans emploi, ou parce que la composition de famille ne plaît pas ou encore parce que le nom dérange », souligne Michele Di Nanno.

Le DAL aimerait également que l'on développe le logement public. « Il n'y en a pas assez par rapport à la liste d'attente de demandes. Il faut créer de nouveaux logements sous diverses formes. » Dernière revendication importante : la chasse aux logements vides dont on a déjà beaucoup parlé à Mouscron. « Mouscron est d'ailleurs précurseur en la matière. Mais c'est encore une réalité. Lors d'une de nos actions, nous avons compté 60 logements vides en 1h30. Nous voulons faire de la sensibilisation sur le sujet. »

Les différents collectifs de la région vont principalement discuter de ces revendications lors des prochains mois. Afin d'en faire part à ceux qui constitueront la nouvelle majorité politique régionale. ■

SARAH LIBBRECHT

À MOUSCRON

Le DAL existe depuis 2010

Le DAL Mouscron a été créé en 2010 suite à un sondage réalisé par les Équipes Populaires sur le terrain à propos des préoccupations en matières de logements. « Nous en avons retiré une série de constats et nous sommes dits qu'il fallait en faire part aux décideurs politiques. Nous avons également demandé aux associations si elles étaient intéressées de partager leurs préoccupations sur le logement », précise Michele Di Nanno,

porte-parole du DAL Mouscron-Estaimpuis-Comines. Les réponses furent positives et le DAL s'est créé.

Le DAL regroupe ainsi une vingtaine d'associations comme Terre Nouvelle, la Maison maternelle, Saint-Vincent de Paul, Estrella...

« Nous avons réfléchi à ce que nous pouvions faire ensemble et avons mis sur pied une charte qui fédère tout cela. » ■



Les logements vides : une préoccupation pour le DAL.

■ D.R.

QUEL POIDS POLITIQUE ?

Des contacts avec les échevins et les élus

Le DAL a-t-il une réelle influence sur les décideurs politiques ? En tout cas, il rencontre régulièrement des élus mouscronnois.

« Nous avons par exemple eu des contacts avec Damien Yzerbyt et Brigitte Aubert pour leur politique en matière de logements. Lors de nos assemblées, nous les avons également invités. »

Lors de nos vœux, les élus étaient invités.

Après ces vœux, une question a d'ailleurs été posée au sein du conseil communal sur la problématique des logements inoccupés.

Nous privilégions la concertation et le dialogue avant tout avec les politiques. » ■

S.L.

AGENDA

3 conférences

21 février : la régulation des loyers dans le secteur privé. Avec Nicolas Bernard et José Garcia. De 9h30 à 12h30 à « Notre maison » à Tournai.

18 mars : de 9h30 à 12h30, développement du logement public, avec Thierry Bauffe et Jean-Michel Degraeve. Maison picarde à Mouscron.

3 avril : les discriminations à l'accès à un logement avec Emmanuelle Deville et David Praille. À 19h30, maison culturelle d'Ath. ■